



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARIANEGROUP SAS

Av Gay Lussac
33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005201261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement ARIANEGROUP SAS implanté Av Gay Lussac 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans sa lettre de demande transmise le 13 octobre 2023 et comportant une note "Porter à Connaissance 090/22/AGS/JLIS/NP version A du 11/09/2023", l'exploitant formulait une demande de cessation d'activité de son installation de combustion de 36 MW au sens du règlement européen 2019/331 de la Commission du 19 décembre 2018, pour la faire passer en dessous de 20 MW, seuil d'activité indiqué à l'annexe I de la directive 2003/87/CE. L'exploitant indiquait dans sa demande que la réduction de la puissance thermique de la chaufferie centrale sous le seuil de 20 MW, entraînant la sortie de l'établissement du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) et l'exploitation de deux nouvelles chaudières containers déportées, était acquise au moyen d'un dispositif de bridage électronique de ses chaudières actuelles.

L'exploitant a transmis une déclaration annuelle de ses émissions correspondant aux trois premiers mois de l'année 2023, avant de faire passer la puissance de ses installations en dessous de 20 MW. L'enjeu de l'inspection était de vérifier le bridage et la baisse de puissance effective des chaudières avant de pouvoir proposer à M. le Préfet un arrêté administratif actant la sortie du système d'échange de quotas CO2. Dans le cas contraire la demande de l'exploitant serait refusée et ce dernier devrait déclarer puis restituer ses émissions des 12 mois de l'année 2023 et rester dans le SEQE à partir de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARIANEGROUP SAS
- Av Gay Lussac 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Code AIOT : 0005201261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ARIANEGROUP est une joint-venture 50/50 entre les groupes AIRBUS et SAFRAN créée le 1er juillet 2016. Leader mondial de l'accès à l'espace, ARIANEGROUP compte près de 8 400 collaborateurs répartis sur 14 sites (hors filiales) à travers le monde.

Ses activités portent sur les domaines suivants : lanceurs spatiaux, système de missiles balistiques de la force de dissuasion océanique française, ensemble de produits dérivés et services associés dans les domaines civils et militaires.

L'établissement ARIANEGROUP de Saint-Médard-en-Jalles, est implanté sur une plate-forme pyrotechnique de 435 ha, accueillant 930 employés et 650 bâtiments, partagée avec la société ROXEL.

Au sein de cette plate-forme, la société ARIANEGROUP développe et fabrique des propergols pour la propulsion stratégique et spatiale et pour la sécurité automobile.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le bridage et la baisse de puissance effective des chaudières sont effectifs. L'inspection va pouvoir proposer à M. le Préfet un arrêté administratif actant la sortie du système d'échange de quotas CO₂.

L'exploitant devra toutefois effectuer les derniers réglages nécessaires au respect strict des 20 MW (des légers dépassements ont pu être observés).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Baisse de la puissance des installations de combustion en dessous de 20 MW	Code de l'environnement du , article R.229-17 (modifié le 09/10/2019)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place un dispositif de bridage électronique rigoureux lui permettant de ne pas dépasser la valeur de 20 MW en tenant compte des incertitudes de mesure. Toutefois l'inspection estime qu'il doit analyser trois dépassements ponctuels supposés de la valeur de puissance sur une courte durée pour d'une part s'assurer si ces dépassements sont avérés ou non et d'autre part pour définir si ces dépassements doivent nécessiter une nouvelle modification du dispositif électronique de bridage. Dans tous les cas l'inspection estime que ces dépassements ne remettent pas en question l'abaissement de puissance en dessous de 20 MW et par conséquent la sortie du SEQE.

L'exploitant doit également mettre en place une procédure formalisée de gestion du mot de passe et de protection supplémentaire des paramètres implantés dans le logiciel de gestion de l'automate de façon à s'assurer qu'aucune personne non autorisée ne puisse modifier ces paramètres de manière volontaire ou involontaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Baisse de la puissance des installations de combustion en dessous de 20 MW

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article R.229-17 (modifié le 09/10/2019)
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Article R.229-17 du Code de l'Environnement: <i>"I.-L'exploitant d'une installation soumise à l'autorisation mentionnée au premier alinéa de l'article L. 229-6 et ne bénéficiant pas de l'exclusion mentionnée à l'article L. 229-14 informe le préfet de tout changement relatif à l'exploitation survenu au cours d'une des périodes mentionnées au I de l'article L. 229-15 et ayant une incidence sur la délivrance de quotas à titre gratuit, notamment un changement d'exploitant ou une cessation ou un transfert d'activité. Cette information est effectuée au plus tard le 31 décembre de l'année civile durant laquelle ce changement survient. La cessation d'activité au sens du présent I s'entend au sens du règlement délégué (UE) 2019/331 de la Commission du 19 décembre 2018. Les changements dans les niveaux d'activité de l'installation mentionnés à l'article L. 229-16, autres que les cessations d'activité, ne sont pas soumis aux dispositions du premier alinéa pour ce qui concerne les périodes mentionnées au I de l'article L. 229-15." [...]</i> Article 26 du Règlement délégué (UE) 2019/331 de la Commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil : <i>"Cessation des activités d'une installation</i> <i>1. Une installation est réputée avoir cessé ses activités lorsque l'une quelconque des conditions suivantes est remplie:</i> <i>a) l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre correspondante a été retirée, y compris si l'installation n'atteint plus les seuils d'activité indiqués à l'annexe I de la directive 2003/87/CE;</i> <i>b) l'installation n'est plus en activité et la reprise des activités est techniquement impossible.</i> <i>2. Lorsqu'une installation a cessé ses activités, l'État membre concerné ne lui délivre plus de quotas d'émission à compter de l'année suivant la cessation des activités. Ces adaptations sont effectuées</i>

au prorata.

3. *Les États membres peuvent suspendre la délivrance de quotas d'émission aux installations qui ont interrompu leurs activités tant qu'il n'est pas établi qu'elles vont reprendre ces activités."*

Constats :

Dans sa lettre de demande transmise le 13 octobre 2023 et comportant une note « Porter à Connaissance 090/22/AGS/JLIS/NP version A » du 11/09/2023, l'exploitant formulait une demande de cessation d'activité, au sens du règlement européen 2019/331 de la Commission du 19 décembre 2018, de son installation de combustion (chaufferie principale équipée de 3 chaudières vapeurs) de 36 MW pour la faire passer en dessous de 20 MW, seuil d'activité indiqué à l'annexe I de la directive 2003/87/CE. L'exploitant indiquait dans sa demande que la réduction de la puissance thermique de la chaufferie centrale sous le seuil de 20 MW, entraînant la sortie de l'établissement du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) et l'exploitation de deux nouvelles chaudières containers déportées, était acquise au moyen d'un dispositif de bridage électronique de ses chaudières actuelles.

L'exploitant a par ailleurs transmis avec son dossier de Porter à Connaissance, le document "Validation du système de bridage de puissance - chaudières vapeur chaufferie centrale Site St Médard" à la suite de la visite de L'Apave du 26 au 27 juillet 2023.

L'inspection des installations classées s'est appuyée sur ce dernier document pour vérifier les puissances des chaudières.

Il est constaté via le document de l'Apave que les puissances des chaudières ont été abaissées à 18,8 MW PCI afin de tenir compte des incertitudes de mesure, ce qui a fait l'objet d'essais par l'Apave, afin de le vérifier. Par ailleurs l'écran de contrôle permettait de visualiser la puissance effective après bridage. L'exploitant a installé deux nouvelles chaudières (chaudières containers déportées) de puissance 1,514 MW et 0,757 MW. Les puissances de ces deux nouvelles chaudières ne sont pas prises en compte dans le calcul de la puissance calorifique totale de combustion car leur puissance unitaire est inférieure à 3 MW (unité technique non comptabilisée par définition).

L'automate de gestion et l'interface homme-machine installé sur site tient compte de cette nouvelle configuration. 6 scénarios ont été définis, avec une chaudière fonctionnant en priorité 1, une deuxième chaudière fonctionnant en priorité 2 et une troisième chaudière à l'arrêt. L'Apave a réalisé différents essais de fonctionnement les 26 et 27 juillet 2023. L'inspection constate que dans chacune de ces configurations/scénarios, la puissance maximale n'est pas dépassée.

Dans le cas d'une panne de l'automate, le fonctionnement en mode dégradé est à 50 % de la puissance de chaque chaudière, la puissance maximale de 20 MW n'est pas dépassée dans cette configuration. Un dernier scénario complémentaire consiste à ce que les trois chaudières fonctionnent toutes simultanément au minimum technique, en cas de demande faible de puissance. Elles ne dépassent pas non plus la puissance maximale, dans cette configuration.

L'exploitant a expliqué que pour modifier les paramètres du logiciel associé à l'automate, seul un intervenant de la société extérieure en charge de la gestion de l'automate dispose du mot de passe. Toutefois l'inspection remarque que ceci n'est pas formalisé au travers d'une procédure interne et ne fait pas l'objet d'une sécurisation particulière.

L'Apave lors de sa venue sur site et avant d'établir son rapport en octobre 2023 a vérifié l'absence de dépassement des puissances maximales sur six mois après le 1er mars 2023. Globalement afin de compléter ces données l'inspection a vérifié le 30 avril 2024 l'absence de dépassement sur une période d'un an avant cette date afin de recouvrir ces données. L'analyse a porté d'une part sur des données brutes présentées le jour de l'inspection, sur la vérification de l'historique de puissance affichée sur l'interface homme-machine le jour de l'inspection et enfin sur des analyses des données transmises post-inspection par l'exploitant.

<p>Sur la dernière année la puissance maximale a été dans l'ensemble respectée, trois dépassements ponctuels de la puissance maximale ont été observés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 26 juin 2023 entre 8h20 et 8h40 à la suite d'un appel de puissance, la puissance maximale a atteint une valeur comprise entre 21 MW et 22 MW. -le 6 juillet 2023 entre 10h30 et 11 heures à la suite d'un appel de puissance, la puissance maximale a atteint une valeur comprise entre 24 MW et 26 MW. -le 9 avril 2024 entre 10h30 et 11h30 à la suite d'un appel de puissance, la puissance maximale a atteint une valeur comprise entre 21 et 25 MW. <p>Dans les trois configurations la consigne de puissance était toujours dans les limites de 20 MW.</p> <p>L'exploitant n'a pas donné de réponse précise et assurée concernant l'explication de ces dépassements. Il a indiqué que ces valeurs sont celles affichées par l'interface et que pour une vérification fiable de non dépassement du seuil des 20 MW PCI, les extractions regaz historiques de débit et PCI de gaz naturel issues du compteur devraient être analysées pour faire foi de la puissance réellement consommée par la chaufferie. Ces analyses n'avaient pas encore été faites par l'exploitant post-inspection. Les courbes semblent montrer une augmentation du débit de gaz en entrée des chaudières à chaque augmentation de puissance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> -de mettre en place, dans un délai de deux mois, une procédure formalisée de gestion du mot de passe et de protection supplémentaire des paramètres implantés dans le logiciel de gestion de l'automate de façon à s'assurer qu'aucune personne non autorisée ne puisse modifier ces paramètres de manière volontaire ou involontaire. Cette procédure rappellera qu'en cas de décision conduisant à dépasser 20 MW, la DREAL doit être informée. -d'analyser, dans un délai de deux mois, de manière plus précise les données de façon à déterminer si la puissance a réellement été dépassée lors des trois jours sus mentionnés. A l'issue de cette analyse l'exploitant présentera un plan d'action permettant de tirer le retour d'expérience de cette situation afin de s'assurer que la puissance maximale restera dans la fourchette autorisée. L'exploitant doit être en capacité de justifier en tout temps du respect de la contrainte de puissance pour rester en dehors du SEQE.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>